

8 avril 2014 : Déclaration du Premier ministre Manuel Valls

La République et les fonctionnaires sacrifiés !

Le Premier Ministre a fait sa déclaration de politique générale et demandé la confiance des élus qu'il a obtenue, le mardi 8 avril.

Après 2 ans de mise en œuvre d'une politique d'austérité appliquée pour satisfaire les exigences européennes, et notamment le pacte de stabilité, Manuel Valls engage donc devant l'Assemblée nationale un durcissement supplémentaire de cette politique.

Pour l'UIAFP-FO, cette déclaration de politique générale du Premier ministre est une nouvelle étape dans la remise en cause du Service public et de l'assurance-maladie.

En maintenant le pacte de responsabilité renommé pacte de responsabilité et de solidarité, en maintenant la réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros, contrairement à la déclaration du nouveau Premier ministre, l'austérité va se poursuivre et s'accroître.

Les 3 annonces les plus drastiques sont :

- 19 milliards de réductions des dépenses pour la Fonction publique de l'Etat
- 10 milliards de réductions des dépenses pour les collectivités locales
- 10 milliards de réduction pour l'assurance maladie.

Les agents publics vont donc une fois de plus subir les conséquences de cette politique ultra libérale, nos concitoyens également en constatant moins de service public, des fermetures de services ou tout simplement des prestations supprimées.

Ce n'est pas ainsi qu'on maintient et pérennise notre modèle social !

De plus, le Premier ministre annonce une réorganisation de notre République à marche forcée. Réduction du nombre de régions, suppression des départements, l'Europe des régions est en marche.

Enfin la diminution des charges patronales ou salariales remet en cause la protection sociale et son financement.

Pendant ce temps, les fonctionnaires subissent la 5^{ème} année de gel du point d'indice, la diminution des mesures catégorielles, l'augmentation des retenues pour pension, la dégradation continue de leurs conditions de travail avec les destructions d'emploi.

L'UIAFP-FO condamne cette politique d'austérité qui sacrifie la République et ses fonctionnaires, qui s'attaque à la Sécurité sociale.

C'est pourquoi, plus que jamais, les revendications des fonctionnaires et agents publics portées par l'UIAFP-FO sont légitimes :

- Augmentation des salaires par la revalorisation immédiate de 8 % de la valeur du point d'indice et attribution uniforme de 50 points sur la grille indiciaire
- Amélioration des carrières et intégration des primes dans le traitement
- Arrêt des destructions d'emploi, de la MAP, de la MAP territoriale et abrogation de la loi HPST

Pour l'UIAFP-FO, la satisfaction de ces revendications, dont l'arrêt du gel de la valeur du point d'indice, passe obligatoirement par l'abandon du pacte de responsabilité et des 50 milliards de coupes budgétaires.

L'UIAFP-FO appelle l'ensemble des agents publics à préparer le rapport de force nécessaire pour faire infléchir cette politique suicidaire d'austérité.

Elle s'associera à toute action y compris interprofessionnelle qui engagera la mobilisation sur ces bases revendicatives.

PARIS, le 9 avril 2014

